

## Faits saillants des échanges commerciaux et des investissements

### Hausse des exportations d'énergie, performance médiocre des autres secteurs

Les exportations de biens et de services canadiens ont augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre (figure 1). La hausse de 2,4 % des exportations de marchandises a été contrebalancée par la baisse de 11,9 % des exportations de services. Sur le plan des importations, le recul de 5,4 % qui a été enregistré touche aussi bien les marchandises que les services.

Même si les exportations de marchandises ont augmenté au cours du premier trimestre, la hausse des exportations d'énergie masque une dégradation des résultats dans les autres secteurs. L'augmentation des prix dans le secteur énergétique, notamment celui du gaz naturel, a projeté les exportations trimestrielles d'énergie au niveau le plus élevé atteint au cours des deux dernières années (figure 2). Dans les autres secteurs de l'économie, la chute des exportations a été particulièrement marquée en ce qui concerne les produits de la foresterie (baisse de 19,5 % ou 1,9 milliard de dollars) et les biens industriels (baisse de 11,2 % ou 2 milliards de dollars). Pour ce qui est des importations de marchandises, la hausse des produits énergétiques (27,9 % ou 1,2 milliard de dollars) et des produits agricoles (9 % ou 0,5 milliard de dollars) a été plus que contrebalancée par une forte baisse dans les secteurs des machines et de l'équipement (14,1 % ou 4 milliards de dollars) et des produits automobiles (7,7 % ou 1,7 milliard de dollars).

Les exportations de marchandises vers les États-Unis ont légèrement augmenté (1 % ou 0,9 milliard de dollars) au cours du trimestre. L'accélération des exportations de biens à destination de l'Union européenne (UE) (en hausse de 2,4 milliards de dollars) et de pays non-membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (en hausse de 1,2 milliard de dollars) a été la principale cause des gains enregistrés au niveau régional sur le plan des exportations de marchandises. Parallèlement, on a constaté à ce chapitre un déclin des exportations à destination du Japon (en baisse de 0,3 milliard de dollars) et d'autres pays membres de l'OCDE (en baisse de 1,7 milliard de dollars).

La baisse des importations de marchandises provenant des États-Unis a été forte durant le trimestre, se chiffrant à 4,2 milliards de dollars ou 6,4 %. Pour ce qui est du reste du monde, l'augmentation de 0,7 milliard de dollars des importations en provenance de l'UE n'a pas été suffisante pour contrebalancer le déclin qui a affecté tous les autres principaux marchés.

Grâce à la montée des exportations et à la chute des importations, la balance commerciale du Canada sur le plan des marchandises a progressé de 7,6 milliards de dollars au cours du trimestre. La plus forte augmentation à ce chapitre — 5 milliards de dollars — concerne les États-Unis. Quant à la progression touchant l'UE — 1,7 milliard de dollars — elle est entièrement attribuable à une amélioration de la balance commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni. La baisse concernant d'autres pays membres de l'OCDE (1,2 milliard de dollars) a été plus que compensée par l'amélioration de la balance commerciale avec le Japon et des pays non-membres de l'OCDE.

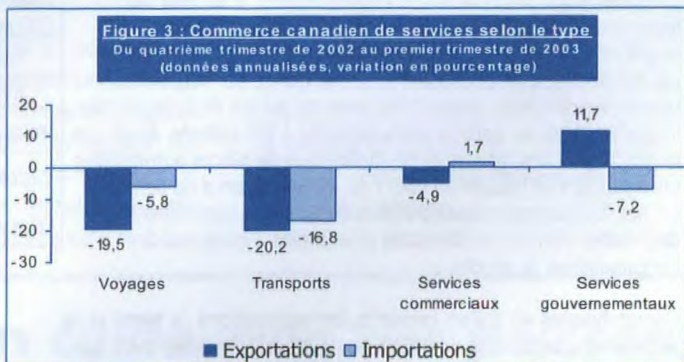
### Aggravation du déficit commercial dans le secteur des services

Comme on l'a noté ci-dessus, les exportations de services ont chuté de 11,9 % durant le premier trimestre de l'année, ce déclin étant principalement attribuable aux secteurs du tourisme (baisse de 19,5 % ou 900 millions de dollars), des transports (baisse de 20,2 % ou 644 millions de dollars) et des services commerciaux. La progression des exportations de services gouvernementaux a toutefois limité les pertes dans l'ensemble (figure 3). À noter, en particulier, la chute marquée des exportations de services vers les États-Unis et le Japon. Pour ce qui est des importations de services, on constate également une baisse, moins importante toutefois (4,7 %) que dans le domaine des exportations. La chute des importations de services est surtout notable dans les secteurs suivants : transports (en baisse de 16,8 % ou 660 millions de dollars) et tourisme (en baisse de 5,8 % ou 276 millions de dollars). Le bond de 140 millions de dollars des importations de services commerciaux n'a pas été suffisant pour compenser le recul de tous les autres services importés.

Les exportations de services ayant chuté plus rapidement que les importations, le déficit de la balance commerciale s'est creusé pour atteindre 8,1 milliards durant le premier trimestre, soit 1 milliard de plus qu'au cours du trimestre précédent.

### Investissements directs étrangers : sorties de fonds supérieures aux rentrées

L'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) s'est chiffré à 5,6 milliards de dollars durant les trois premiers mois de 2003 — en baisse par rapport au niveau de 6,7 milliards de dollars atteint à la même période en 2002. Même si des augmentations ont été enregistrées dans les secteurs de l'énergie, des machines et des transports par rapport à la même période l'année précédente, un recul des flux trimestriels d'IDCE dans les secteurs des finances et de l'assurance, ainsi que des services et du commerce de détail a plus que contrebalancé ces gains. Sur le plan des destinations, parmi tous les principaux marchés, seuls les États-Unis et l'Union européenne ont bénéficié de flux d'IDCE à la hausse.



Source : Statistique Canada

L'investissement direct étranger (IDE) à destination du Canada s'est chiffré à 3,1 milliards de dollars durant le premier trimestre de 2003 — soit moins d'un cinquième des 16,8 milliards de dollars investis au cours de la même période l'année précédente. Cette contraction des flux d'IDE à destination du Canada a touché principalement les secteurs de l'énergie, des machines et des transports, où une baisse de 90 % a été enregistrée par rapport à la même période l'année précédente. Le recul de l'IDE est attribuable à une réduction des investissements en provenance des États-Unis : alors qu'ils se chiffreraient à 15,5 milliards de dollars durant le premier trimestre de 2002, ils sont tombés, au cours des trois premiers mois de 2003, à 1,5 milliard de dollars. Cette baisse a été compensée en partie par le rétablissement d'IDE s'élevant à 0,4 milliard de dollars en provenance du Royaume-Uni, ce pays n'ayant réalisé aucun investissement de ce type durant le premier trimestre de 2002. Dans l'ensemble, l'excédent trimestriel des sorties de fonds par rapport aux rentrées s'est chiffré à 2,6 milliards de dollars — résultat inverse à celui du premier trimestre de l'année précédente où l'excédent de l'IDE par rapport à l'IDCE avait atteint 10,1 milliards de dollars.

### Le Canada puise dans ses réserves officielles de change

Le Canada a réduit ses avoirs de réserve officiels de 2,7 milliards de dollars durant le premier trimestre de 2003, alors qu'à la même période, l'année précédente, ces réserves avaient augmenté de 696 millions de dollars.

## Exportations du Canada vers les États-Unis selon la province d'origine

Cette partie du présent rapport comprend une analyse à l'échelle provinciale des exportations de marchandises à destination des États-Unis, dont le but est de déterminer dans quelle mesure il y a recoupement entre la province d'origine et la province de dédouanement, c'est-à-dire l'endroit où les biens exportés sont présumés avoir quitté le Canada et avoir pénétré sur le territoire américain. Les données utilisées pour effectuer cette analyse concernent trois catégories de moyens de transport : route, rail et autres moyens (cette dernière catégorie inclut le transport aérien, maritime, par pipeline et par courrier).

### Exportations du Canada vers les États-Unis selon la province

Le tableau 1 présente le total des exportations de marchandises canadiennes à destination des États-Unis, selon la province, au cours de l'année 2002. On trouve sur ce tableau la part, selon la province d'origine et selon la province de dédouanement, des marchandises exportées; par province d'origine, on entend la province dans laquelle le produit a été extrait, fabriqué ou cultivé, alors que par province de dédouanement, on désigne celle où le produit en question a obtenu un congé en douane et a franchi la frontière pour pénétrer sur le territoire des États-Unis.

Comme l'indique clairement le tableau 1, l'Ontario et le Québec arrivent en tête avec environ les trois quarts du total des exportations à destination des États-Unis, quelle que soit la mesure utilisée. L'Ontario est la province qui a produit le plus de biens exportés ensuite aux États-Unis (55,8 % du total des exportations canadiennes à destination de ce pays), suivi du Québec (16,6 %). Pour ce qui est de la province de dédouanement, l'Ontario est toujours en tête, puisque 65,8 % des exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis sont passées par un poste-frontière situé en Ontario, ceux du Québec en traitant 11 %.

La dernière colonne du tableau 1 établit une relation simple entre la part des exportations selon la province d'origine et selon la province de dédouanement. Si la différence (c'est-à-dire la part en tant que province de dédouanement) est positive, cela signifie que la province en question produit plus de biens pour l'exportation aux États-Unis qu'elle n'en traite à ses postes-frontières. Ainsi, le Québec, les provinces de l'Atlantique (à l'exception du Nouveau-Brunswick) et, plus notablement, l'Alberta sont des provinces où la quantité de biens produits pour l'exportation aux États-Unis est supérieure à celle des biens qui franchissent leurs postes-frontières à destination des États-Unis. À l'inverse, les provinces de l'Ouest (à l'exception de l'Alberta) et, plus notablement, l'Ontario traitent, à leurs postes-frontières, plus de marchandises qu'elles n'en produisent pour exporter aux États-Unis.

Les raisons pour lesquelles les biens produits dans une province ne franchissent pas la frontière dans cette même province sont nombreuses. Par exemple, le pétrole et le gaz ne peuvent franchir la frontière qu'en passant par les réseaux de pipelines établis entre les deux pays. Par ailleurs, les produits exportés par courrier transitent souvent par des centres régionaux ou nationaux, qui assurent

ensuite l'expédition transfrontière. Parfois aussi, tout simplement, la géographie influe sur l'acheminement de la production des provinces qui est destinée à l'exportation. La mesure dans laquelle les provinces contribuent à l'exportation de marchandises produites par d'autres provinces, en assurant leur dédouanement à la frontière avec les États-Unis, est examinée dans la section suivante.

### Dédouanement interprovincial des exportations à destination des États-Unis

On trouve, au tableau 2, une tabulation croisée des exportations à destination des États-Unis en 2002, selon la province d'origine et la province de dédouanement. La diagonale (en gras) indique la proportion des biens fabriqués dans une province et physiquement exportés (c'est-à-dire dédouanés à la frontière) directement à partir de cette province. Ce tableau fait ressortir la place importante de l'Ontario dans le dédouanement des marchandises des autres provinces, notamment

des biens d'origine québécoise. Cela contribue aussi à expliquer pourquoi, au tableau 1, la part des exportations selon la province de dédouanement attribuable à l'Ontario était de dix points de pourcentage supérieure à sa part des exportations selon la province d'origine.

Pour ce qui est de l'importance de la production et de l'exportation des marchandises (c'est-à-dire les entrées diagonales du tableau 2), l'Ontario a dédouané quelque 94,4 % de ses exportations vers les États-Unis en 2002, suivi par la Colombie-Britannique (72,7 %), le Manitoba (71,1 %), le Nouveau-Brunswick (56,8 %) et le Québec (54,9 %). Les provinces de l'Atlantique (à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador), privilégient le Nouveau-Brunswick comme point de passage en douane en dehors de la province, suivi de l'Ontario — c'est-à-dire que le Québec a joué, en 2002, un rôle secondaire en tant que point de passage vers les États-Unis pour les provinces de l'Atlantique. En 2002, jusqu'à 43,5 % des exportations québécoises à destination des États-Unis ont été dédouanées en Ontario. Bien que, la même année, le Manitoba ait dédouané

Tableau 1 : Exportations canadiennes à destination des États-Unis, année 2002

	Tous les moyens de transport				Comparaison prov. d'origine et prov. de dédouanement
	Province d'origine		Province de dédouanement		
	EX millions de \$	Part	EX millions de \$	Part	
Canada	346 457	100,0 %	346 457	100,0 %	
Terre-Neuve-et-Labrador	4 160	1,2 %	1 162	0,3 %	0,9 %
Île-du-Prince-Édouard	626	0,2 %	36	0,0 %	0,2 %
Nouvelle-Écosse	4 507	1,3 %	3 558	1,0 %	0,3 %
Nouveau-Brunswick	7 383	2,1 %	8 719	2,5 %	-0,4 %
Québec	57 344	16,6 %	38 072	11,0 %	5,6 %
Ontario	193 308	55,8 %	228 031	65,8 %	-10,0 %
Manitoba	7 678	2,2 %	15 042	4,3 %	-2,1 %
Saskatchewan	7 011	2,0 %	13 501	3,9 %	-1,9 %
Alberta	43 877	12,7 %	12 382	3,6 %	9,1 %
Colombie-Britannique	20 516	5,9 %	25 934	7,5 %	-1,6 %
Territoires du Nord-Ouest	48	0,0 %	20	0,0 %	0,0 %

Tableau 2 : Province d'origine des exportations vers les États-Unis par rapport à la province de dédouanement

Province de dédouanement	Province d'origine										
	T.-N.-et-Labrador	Î.-P.-É.	Nouvelle-Écosse	N.-B.	Québec	Ontario	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	T.N.-O.
Terre-Neuve-et-Labrador	26,6 %	S/O	0,0 %	0,2 %	0,0 %	0,0 %	S/O	0,0 %	0,0 %	0,0 %	S/O
Île-du-Prince-Édouard	S/O	5,7 %	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Nouvelle-Écosse	25,4 %	0,1 %	5,8 %	19,1 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,0 %
Nouveau-Brunswick	12,0 %	81,0 %	56,4 %	56,8 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,1 %	0,0 %	0,2 %	0,4 %
Québec	14,5 %	1,4 %	6,3 %	5,4 %	54,9 %	2,0 %	1,1 %	0,5 %	1,8 %	3,0 %	0,0 %
Ontario	2,4 %	11,4 %	29,0 %	13,8 %	43,5 %	94,4 %	19,9 %	23,1 %	28,3 %	12,1 %	31,6 %
Manitoba	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,8 %	71,1 %	21,4 %	13,6 %	2,4 %	0,8 %
Saskatchewan	S/O	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %	1,3 %	29,4 %	20,4 %	8,8 %	0,3 %
Alberta	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,5 %	1,6 %	20,8 %	21,8 %	0,6 %	34,2 %
Colombie-Britannique	19,1 %	0,3 %	2,5 %	4,6 %	0,7 %	1,3 %	4,3 %	4,7 %	13,9 %	72,7 %	10,3 %
Territoires du Nord-Ouest	S/O	S/O	S/O	S/O	0,0 %	0,0 %	S/O	0,0 %	0,0 %	0,0 %	22,4 %